



MAHAJANGA

Située sur l'embouchure de la Betsiboka, au centre de l'image, Mahajanga abrite le deuxième port du pays. L'érosion que subit Madagascar est ici bien illustrée par l'arrivée d'alluvions de couleur jaune à orange dans le canal de Mozambique, qui sépare l'île des côtes africaines.

Images www.planetobserver.com © PlanetObserver / BOA.

Autres photos : tous droits réservés.

Les rapports d'activité 2005 des Banques du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés d'images prises par satellite de chaque pays où elles sont présentes.

Le mot du Directeur Général



Le bilan des six exercices complets depuis la privatisation apporte un constat rassurant : la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) a considérablement progressé.

Sur le plan commercial, elle a quasiment triplé ses ressources et le total de son bilan, tout en quadruplant ses emplois et en améliorant sa division des risques. Elle a hissé ses parts de marché à environ un quart du marché bancaire malgache.

En matière de gestion, la Banque a également multiplié environ par trois ses produits d'exploitation et son Produit Net Bancaire (PNB), en limitant l'évolution de ses charges d'exploitation à un simple doublement.

Cette forte hausse de la productivité s'est traduite par une performance impressionnante en terme de coefficient d'exploitation. Ce dernier est revenu à 52,9 %, marquant une amélioration de près de 30 points.

Les résultats financiers sont encore plus probants. Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) et le Résultat Net ont été multipliés par près de huit.

Les investissements n'ont pas été sacrifiés pour autant, bien au contraire. La Banque a installé un système informatique à la pointe de la technologie. Elle a délibérément pris l'option de la monétique avec 19 Guichets Automatiques Bancaires (GAB), auxquels ont accès près de 50 000 porteurs de la carte SESAME. Elle prépare activement la prochaine commercialisation de la carte bancaire internationale VISA, qui devrait être suivie de l'équipement des commerçants en Terminaux de Paiement Électroniques (TPE). Elle vient de lancer B-WEB, son service de banque en ligne par Internet. Elle a ouvert ou réouvert six nouvelles agences, et bientôt sept. Elle poursuit à un rythme soutenu la rénovation de ses locaux d'exploitation.

La Banque consolide aussi son capital de compétences par de nombreuses actions de formation, mais également par le recrutement. En 2005, 37 jeunes diplômés sont venus renforcer les équipes du Réseau. Elle s'investit en outre dans la recherche de l'excellence par l'adoption et la mise en œuvre, dans le dernier exercice, de la Charte de Qualité du Groupe BANK OF AFRICA. Ses efforts sont régulièrement reconnus et récompensés par le

magazine The Banker du groupe de presse britannique Financial Times à Londres. Il a de nouveau décerné à la BOA-MADAGASCAR en 2005, pour la troisième année consécutive, le trophée de " Banque de l'année " pour Madagascar.

Ces résultats ne doivent cependant pas nous griser.

Il nous faut en effet rester réalistes et reconnaître que nos marges de progrès demeurent très importantes. Nous devons nous attacher chaque jour, avec détermination, à renforcer encore notre qualité de service. Pour compenser la froideur de la technologie, notre approche du client doit être plus humaine. L'accueil doit se faire avec encore plus de chaleur, davantage d'écoute et beaucoup de réactivité.

Depuis six ans, les collaborateurs de la Banque démontrent leur remarquable capacité d'adaptation, avec un esprit commercial renforcé et une culture de l'effort accentuée. Leurs réussites méritent d'être mises en valeur, en soulignant que, depuis 1999, ils se sont appropriés le mot d'ordre " faire toujours mieux qu'hier et moins bien que demain ".

Qu'ils soient ici félicités et assurés de notre confiance en eux. Ils relèveront et gagneront sans nul doute le défi majeur des prochaines années : intensifier la culture de l'excellence pour apporter une qualité de service de haut niveau à la clientèle. La réussite future de la BOA-MADAGASCAR et de ses collaborateurs est à ce prix.

Alain LEPÂTRE LAMONTAGNE

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2005

Janvier

Avènement de l'Ariary (MGA), nouvelle monnaie nationale, se substituant au Franc malgache au 1er janvier 2005.

Février

Ouverture du 150 000ème compte de clientèle.

Ouverture d'une 51ème Agence à Farafangana, au sud-est du pays.

Avril

Participation à Niamey aux Rencontres BANK OF AFRICA 2005 pour les cadres du Réseau.

Entrée en application de la Charte client du Groupe BANK OF AFRICA.

Mai

Extension du progiciel informatique IGOR aux unités de Nosy Be et Tolagnaro (Fort Dauphin), portant à 20 le nombre d'Agences désormais connectées en temps réel.

Juillet

Ouverture d'une 52ème Agence à Ambodifotatra (Île de Sainte Marie).

Août

Attribution à la BOA-MADAGASCAR par The Banker à Londres du Trophée "Awards 2005" consacrant pour la 3ème fois consécutive "Banque de l'année" pour Madagascar.

Finalisation de l'opération d'augmentation du capital social de la BOA-MADAGASCAR, porté de 8 à 18 milliards d'Ariary.

Décembre

Participation à Ouagadougou aux Rencontres BANK OF AFRICA 2005 pour les Administrateurs du Réseau.

Lancement de B-Web, service de banque en ligne sur Internet.

Chiffres clés

31/12/2005

Activité	
Dépôts clientèle*	411 518
Créances clientèle*	221 708

Résultat	
Produit Net Bancaire *	53 783
Charges de fonctionnement *	24 553
Résultat Brut d'Exploitation *	25 362
Résultat Net *	15 184
Coefficient d'exploitation (%)	52,9

Structure	
Total Bilan *	515 432
Fonds Propres après répartition *	36 852
Fonds Propres/Total Bilan (%)	7,1
Effectif moyen pendant l'exercice	795

(*) En millions de MGA
1 Euro = 2 559,29 MGA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 7 membres, est actuellement composé comme suit :

- Paul DERREUMAUX, Président
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO), représentée par B. A.M ZWINKELS
- ÉTAT MALGACHE, représenté par represented by Alexandre RANDRIANASOLO
- BANK OF AFRICA - BENIN (BOA-BENIN), représentée par Georges ABALLO
- Francis SUEUR
- Paulin Laurent COSSI
- René FORMEY de SAINT LOUVENT

Comité des sages

Mis en place par l'Assemblée Générale du 9 juin 2000, conformément aux statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque. Les 3 membres actuels sont :

- Anil BARDAY
- Marcel RAMANANDRAIBE
- Alain RASOLOFONDRAIBE

Répartition du capital

Le capital social de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR est de 18 000 000 000 d'Ariary, composé de 900 000 actions d'une valeur nominale unitaire de 20 000 Ariary. Au 31 décembre 2005, sa répartition s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING - OCEAN INDIEN	38.4%
Actionnaires privés malgaches	27.1%
SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	12.8%
SOCIETE FINANCIERE NEERLANDAISE POUR LE DEVELOPPEMENT (FMO)	10.1%
État malgache	10.0%
Autres actionnaires	1.6%

Rapport du Conseil d'Administration

À l'Assemblée Générale des actionnaires du 15 juin 2006 pour l'exercice social 2005.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2005

Pour l'année 2005, les économistes annonçaient un retournement de tendance, après un exercice 2004 particulièrement faste pour l'économie mondiale. Le changement d'orientation devait prendre sa source aux États-Unis. Associé à la hausse des taux, le choc pétrolier allait provoquer un fort ralentissement de la croissance américaine, et, au final, de l'économie mondiale. Le Dollar, entraîné par les déficits des États-Unis, allait poursuivre sa glissade. Dans ce contexte, l'inflation devait reprendre de la vigueur, sur fond de risque de crise financière, la confiance des marchés en la monnaie américaine étant entamée.

L'évolution de l'économie mondiale a fort heureusement contredit ces pronostics pessimistes, malgré le quasi-consensus des prévisionnistes. La récession était annoncée, mais la croissance est demeurée soutenue, en dépit d'une nouvelle hausse des prix du pétrole. Le Dollar devait baisser, mais il s'est apprécié d'environ 16 % contre l'Euro. L'inflation devait repartir, pourtant l'évolution des prix est restée contenue. La crise financière prédite n'a pas eu lieu, l'épargne mondiale continuant de se porter aux États-Unis où elle finance la dette. Le rapport entre le risque et le rendement s'avère toujours attractif aux yeux des détenteurs de capitaux internationaux.

Seule la zone Euro continue de décevoir avec une faible augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB), tandis qu'en Asie l'expansion affiche de nouveaux records, tout particulièrement en Chine. En Amérique latine, dans les pays émergents d'Europe et au Moyen Orient, la croissance reste solide, de même qu'en Afrique sub-saharienne où les perspectives demeurent favorables, avec une hausse du PIB proche de la moyenne mondiale, attendue au final à 4,3 % en 2005.

Madagascar n'a pas pu réaliser en 2005 ses objectifs économiques majeurs, malgré la poursuite délibérée d'une politique basée sur la consolidation des réformes engagées et sur la poursuite de l'ouverture du pays à l'économie mondiale. Le taux de croissance, prévu à 7,0 %, est estimé en 2005, selon les dernières données disponibles, à 5,0 %. Il a été freiné par le ralentissement de l'activité, lié aux délestages d'électricité et au démantèlement de l'Accord Multifibre sur le textile.

Le taux d'inflation de 2005, espéré à 5,0 %, devrait s'établir, après ajustements finaux, à environ 11,7 % en glissement annuel. Toutefois, il marque une nette décélération par rapport à 2004, malgré la hausse régulière du prix des carburants, venant s'ajouter aux augmentations successives des tarifs de l'électricité.

La balance commerciale, après un déséquilibre de 10,3 % dans l'année 2004, amplifié par la forte dévaluation de la monnaie nationale, reste déficitaire en 2005 de 8,5 % par rapport au PIB.

Le recul des importations de biens d'équipement - qui s'est accentué dès l'échéance de la période de détaxation de 24 mois au 31 août 2005 - et le ralentissement de l'entrée des produits de consommation - en raison de la contraction du pouvoir d'achat - n'ont pas été suffisamment relayés par une augmentation des exportations, handicapées notamment par l'effondrement du cours de la vanille sur le marché des matières premières.

Le taux de pression fiscale, dans la conjoncture économique peu porteuse de l'exercice 2005, est tombé d'une année sur l'autre de 11,2 à 9,9 %, entraînant un élargissement du déficit budgétaire de 3,4 à 5,0 % du PIB.

Sur le Marché Interbancaire des Devises (MID), l'année a été marquée par une meilleure résistance de l'Ariary (MGA) - nouvelle monnaie nationale en remplacement du Franc malgache (MGF) depuis le 1er janvier 2005 - par rapport à l'Euro. L'Ariary n'a en effet cédé que 1,0 % à la devise européenne entre les 31 décembre 2004 et 2005, de date à date. Toutefois, la comparaison des deux dernières années, en moyenne pondérée, montre une dépréciation médiane de l'ordre de 7,0 %, tant sur l'Euro que sur le Dollar, entre 2004 et 2005.

Plusieurs mesures économiquement marquantes ont été prises par les Pouvoirs Publics en cours d'année, avec pour objectif de stabiliser le taux de change et de lutter contre l'inflation, tout en préservant la stabilité macro-économique. Les principales décisions ont concerné :

- l'abaissement du taux de la TVA de 20 à 18 % au 1er septembre 2005,
- la réduction des dépenses publiques de fonctionnement, mais aussi d'investissement, pour limiter le déficit public face au ralentissement des recettes,
- la mise sous contrat de gestion privée de la JIRAMA, opérateur public pour l'électricité et l'eau, et l'établissement d'un plan de redressement.

Les Autorités monétaires ont poursuivi en 2005 une politique restrictive, en maintenant les mesures rigoureuses mises en place au second semestre 2004, et caractérisées par :

- un taux directeur de la Banque Centrale stable à 16 %,
- des réserves obligatoires constantes quant au taux, figé à 15 % des ressources bancaires à vue et d'épargne, mais durcies par un mode de calcul plus contraignant en mars 2005,
- un ratio de position de change inchangé à 10 % des fonds propres disponibles,
- des pondérations limitatives persistantes dans le calcul du coefficient de division des risques, dont le plafond reste fixé à 25 % des fonds propres disponibles.

Les perspectives économiques de Madagascar pour 2006 s'inscrivent dans le cadre de la poursuite d'une politique d'inspiration libérale avec pour objectifs concrets : un taux de croissance rehaussé à 5,9 %, une inflation abaissée à 8,2 % et un taux de pression fiscale relevé à 11,4 %, permettant de réduire le déficit budgétaire à 4,9 % du PIB.

L'aide à la balance des paiements, accordée par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), et l'effacement de la Dette multilatérale, confirmée par le FMI et la Banque Mondiale en décembre 2005, constituent deux mesures fortes qui permettent d'attendre de meilleures performances de l'économie malgache en 2006.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2005

Un nouveau Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC 2005), adopté à Madagascar au 1er janvier 2005, vient modifier la permanence des méthodes comptables. Pour permettre une comparaison valide des deux derniers exercices, le PCEC 2005 a rendu obligatoire le retraitement des chiffres 2004, conformément aux normes exigées en 2005. C'est pourquoi, le rapprochement des données de l'exercice 2004 avec celles figurant dans le précédent rapport d'activité fait parfois ressortir quelques écarts de présentation, qui se compensent néanmoins globalement.

Malgré un environnement économique national peu favorable au développement des affaires, la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) présente, à l'issue de l'exercice 2005, des résultats financiers appréciables.

Le total du bilan, renforcé par la hausse des emplois à l'actif, a franchi le cap des 500 milliards d'Ariary dans l'année pour s'établir à 515,432 milliards d'Ariary au 31 décembre

2005.

Les ressources de clientèle, en baisse de 3,622 milliards d'Ariary dans l'année 2005, affichent un encours de 411,518 milliards d'Ariary, contre 415,140 milliards d'Ariary à fin 2004, à un niveau inférieur aux prévisions, établies sur la base d'une progression du marché qui ne s'est pas réalisée. L'inversion de tendance s'explique par une conjoncture économique morose, influencée par le maintien d'une politique monétaire très limitative tout au long de l'exercice 2005. Cette situation a été accentuée par l'attraction toujours forte du marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA), avec des taux d'intérêts élevés non soumis à la fiscalité, pour les intervenants non bancaires. Toutefois, en 2006, les intérêts des BTA sont désormais soumis à l'IRCM au taux de 20 % pour les personnes morales et de 15 % pour les personnes physiques, ce qui rééquilibre partiellement les conditions de concurrence.

L'examen de l'évolution de l'encours moyen pondéré des dépôts en 2005 modifie cependant notablement l'analyse première, faite par simple comparaison des deux photographies des ressources, prises les 31 décembre 2004 et 2005. En effet, cette étude révèle que, suite à la haute référence de fin 2004 et à un encours conjoncturellement faible au 31 décembre 2005, l'encours moyen des ressources a en fait progressé de 9,6 %, passant de 372,133 à 407,749 milliards d'Ariary, dans l'année 2005.

L'encours des comptes à vue affiche au cours de l'exercice 2005 un gain symbolique de 0,2 %, passant de 276,880 à 277,476 milliards d'Ariary. L'évolution des comptes courants a été négative, la liquidité des entreprises ayant été particulièrement obérée. Cependant, l'évolution des comptes à vue en 2005 doit être également appréciée en regard de l'évolution de l'encours moyen, lequel gagne 14,8 % en s'élevant de 242,807 à 278,805 milliards d'Ariary.

Le volume moyen annuel des comptes d'épargne " TAHIRY " s'est amplifié quant à lui de 24,0 %, tandis que le volume comparé des deux dernières fins d'exercice n'affiche que 9,4 % de progrès à l'issue de l'année 2005, en raison là aussi d'une référence de fin 2004 notoirement élevée.

Le total des comptes à terme, passant de 60,960 à 62,220 milliards d'Ariary, enregistre en 2005 une variation, certes modeste, mais positive de 2,1 %. Leur collecte devrait s'amplifier en 2006 car le prélèvement fiscal, désormais appliqué sur les intérêts des

BTA, limite la compétitivité, redoutable jusqu'à fin 2005, du produit concurrent des placements bancaires à terme.

Les ressources provenant des autres dépôts, composés de divers comptes intermédiaires et de fonds déposés en provisions pour sécuriser totalement ou partiellement les engagements par signature, ont perdu 9,888 milliards d'Ariary dans l'exercice 2005. Le sens de cette évolution trouve sa source dans la présence ponctuelle, en fin d'exercice 2004, de quatre fortes provisions pour d'importantes opérations d'importation, lesquelles n'ont pas été renouvelées en fin d'année 2005. En excluant cette incidence, qui a fortement dopé la référence du 31 décembre 2004, la variation de l'encours aurait été positive en 2005.

Les engagements directs, en s'élevant de 185,960 à 221,708 milliards d'Ariary dans l'année 2005, ont progressé de 19,2 %. La poursuite de la politique de développement des prêts aux particuliers est, pour une large part, responsable de cette notable variation des encours.

Les crédits à court terme ont affiché, à l'arrêté de l'exercice 2005, une croissance de 14,1 %, l'encours variant de 105,120 à 119,969 milliards d'Ariary. Ces concours sont principalement constitués de prêts professionnels, dont l'encours a évolué moins rapidement que celui des engagements à moyen et long termes, qui est caractérisé par une structure dominée par les concours consentis aux particuliers.

Les encours en matière de micro-finance, relativement limités au 31 décembre 2004, ont été relancés et retrouvent en 2005 sensiblement leur niveau de fin 2003. En effet, les financements de stockage étaient quasi inexistantes en fin d'année 2004. L'envolée du prix du riz local, dû à l'insuffisance de riz importé, avait à l'époque conduit les producteurs à vendre rapidement sans stocker. Le cours du riz étant revenu à son niveau normal en 2005, les agriculteurs ont sollicité de nouveau des crédits de stockage au dernier trimestre 2005, pour vendre au moment propice dans les 3 premiers mois de 2006.

Parmi les crédits à moyen terme, les financements d'équipement professionnel ont été peu nombreux en raison de la faiblesse de la demande. Si l'encours à moyen terme, partant de 68,720 milliards d'Ariary à fin 2004, s'est hissé à 82,156 milliards d'Ariary au 31 décembre 2005 après une progression de 19,6 %, c'est grâce à une politique orientée vers le financement des salariés, notamment pour l'amélioration de leur habitat.

Quelques nouveaux financements à long terme, pour des investissements immobiliers et professionnels d'un montant significatif, ont permis d'obtenir une évolution positive de la rubrique de 61,6 %.

Le volume des engagements par signature s'établit à 93,551 milliards d'Ariary, après une progression de 18,5 %, voisine du niveau de variation des engagements directs. Contrairement aux apparences, ces chiffres ne traduisent pas un développement important du commerce international. En effet, ils sont pour l'essentiel influencés par des avals d'effets, exigés désormais par l'Administration en règlement des importants droits de douanes dûs par les distributeurs pétroliers.

Le cumul des produits d'exploitation, après prise en compte du net des produits de change, est en progrès de 21,9 % dans l'exercice 2005, tandis que les produits de la clientèle affichent quant à eux un accroissement de 33,6 %. La forte augmentation des intérêts sur crédits et la bonne tenue des commissions ont facilité ces résultats. Pour leur part, les produits de trésorerie ont baissé en valeur absolue sous l'influence de la réduction du volume des souscriptions de BTA. Le recul des intérêts perçus a néanmoins pu être compensé partiellement par une amélioration du rendement des placements.

Les charges d'exploitation, réajustées par un retraitement rationnel des charges sur opérations de change, augmentent de 9,8 %. Leur variation de l'année 2005 reste inférieure à l'inflation de près de deux points.

Quant aux charges bancaires, retraitées selon le même principe que ci-dessus, elles évoluent de 16,6 %. Leur taux de progression est à rapprocher de celui des produits de clientèle, lesquels s'accroissent dans le même temps de 33,6 %, tirés vers le haut par une variation de plus de 46,3 % pour les seuls intérêts des crédits.

L'augmentation des charges de personnel a été cantonnée à 12,6 % en 2005. Malgré la réévaluation des salaires pour maintenir et améliorer le pouvoir d'achat des collaborateurs - en encourageant les plus performants - la variation de la rubrique a été relativement modeste dans un contexte inflationniste. Elle a été tempérée par le départ dans l'exercice de 27 agents.

L'évolution des autres charges directes d'exploitation - elles passent de 13,597 à 14,870 milliards d'Ariary dans l'exercice 2005 - s'établit à 9,4 %. Il s'agit d'une variation modérée compte tenu de la hausse des prix de 11,7 % et de l'accroissement de l'activité accentuant les charges liées à l'augmentation des volumes.

Les dotations aux amortissements, qui baissent de 9,4 %, intègrent dorénavant les charges de location par crédit-bail et les loyers de bail emphytéotique, figurant précédemment dans les autres charges directes d'exploitation. Ces dépenses ont été transférées ici pour 1,245 milliard d'Ariary en 2005 - et réimputées dans les données 2004 - en vertu des nouveaux principes comptables. En effet, les factures à venir jusqu'à échéance des contrats de crédit-bail, ainsi que les loyers résiduels du bail emphytéotique jusqu'à son terme, doivent être désormais comptabilisés en immobilisations.

Le reflux des dotations provient essentiellement de la fin d'amortissement des immobilisations rachetées à l'ancienne banque au moment de sa reprise.

Des dotations aux provisions pour Créances Douteuses et Litigieuses (CDL) de 3,710 milliards d'Ariary en 2005, contre 2,472 milliards en 2004, soit un effort significatif.

L'encours des provisions pour risques bancaires généraux (PPRBG), de 7,892 milliards d'Ariary, a été réimputé dans le poste " Report à nouveau ", le nouveau PCEC 2005 ne permettant plus de doter ce fonds prudentiel.

Les investissements corporels courants de l'exercice 2005 ressortent à un montant de 2,842 milliards d'Ariary. Ils concernent pour l'essentiel l'installation de 2 nouvelles agences, la rénovation de 8 immeubles d'exploitation et l'acquisition de 5 nouveaux Guichets Automatiques Bancaires (GAB).

Les résultats financiers qui découlent des données recensées ci-avant sont significatifs de l'évolution positive de la Banque au fil des années. La Marge Bancaire Nette (MBN) s'affiche à 35,429 milliards d'Ariary en 2005, en progression de 26,3 %. Amélioré par le produit net des commissions, le Produit Net Bancaire (PNB) de 2005 se hisse à 53,782 milliards d'Ariary, en accroissement de 23,1 % par rapport à celui de l'exercice 2004. Les frais directs d'exploitation étant soustraits pour 24,553 milliards d'Ariary et les dotations aux amortissements déduites pour 3,920 milliards d'Ariary, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) atteint 25,362 milliards d'Ariary, s'améliorant de 47,4 % par rapport au RBE de l'exercice 2004. Il ressort un résultat de l'exercice 2005 avant impôt de 22,098 milliards d'Ariary, contre 15,692 milliards d'Ariary en 2004.

Le résultat net de l'exercice 2005 s'établit à 15,184 milliards d'Ariary - après déduction de l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) de 6,914 milliards d'Ariary - en amélioration de 40,4 % sur les 10,811 milliards d'Ariary de l'exercice précédent, incluant les provisions pour risques bancaires généraux (PPRBG).

L'amélioration du coefficient d'exploitation de 7,7 % - il revient de 60,6 % à 52,9 % - constitue une autre caractéristique notable de l'exercice 2005. Ce nouveau gain de productivité, particulièrement probant pour un établissement entretenant un vaste réseau, permet à la Banque d'envisager l'atteinte de la norme de la Charte du Groupe plus rapidement que prévu, en posant le ratio sous la barre des 50 %.

Ces résultats n'ont pu être obtenus que par un travail d'équipe. En effet, tout au long de l'année 2005, dans toutes les unités du Siège et du Réseau, un remarquable état d'esprit a prévalu. La forte mobilisation des énergies, associées vers des objectifs communs, a créé une synergie amplifiant par un effet de groupe les efforts individuels.

Les collaborateurs de la BOA-MADAGASCAR méritent amplement les félicitations et les remerciements qui leur sont ici transmis. Ils doivent également être encouragés dans leur détermination constante à défendre les couleurs du Groupe pour les hisser toujours plus haut chaque année.

Au vu du résultat net de l'année, il est proposé à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires de verser un dividende brut de 40 % du nouveau capital social, ce qui représente un total de 7,200 milliards d'Ariary au titre de l'exercice 2005.

Ce dividende apportera aux actionnaires un rendement appréciable de leur participation, correspondant à une équitable rémunération, de nature à les inciter à maintenir le soutien permanent qu'ils apportent à leur Banque.

Rapport des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2005.

Rapport général des commissaires aux comptes

Nous avons audité les états financiers de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005. Ces états financiers dont le bilan présente un total de MGA 515 432 143 922,62 avec un résultat positif de MGA 15 183 953 091,17 et une variation de trésorerie positive de MGA 14 150 509 417,23 relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Banque au 31 décembre 2005, ainsi que le résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à la date, conformément aux référentiels comptables à Madagascar.

Antananarivo le 18 mai 2006

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Mazars Fivoarana,

Membre de Mazars

Cabram Sarl,

Membre de PriceWaterhouseCoopers

Alain RAHOBISOA

Associé

Liliane RASERIJAONA

Associée

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Sur les opérations visées par les articles 464 a 474 de la loi 2003-036 du 30 janvier 2004

En application de l'article 467 de la loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi dont nous avons été avisés.

Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Le Conseil d'Administration du 10 avril 2000 a approuvé la mise en place en faveur de la BOA-MADAGASCAR de deux prêts subordonnés d'une durée minimum de cinq ans se ventilant entre deux prêteurs :

	Valeur en Euros
Nederlandse Financierings - Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO)	300 000
Société AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	960 000

Ces prêts seront éventuellement convertibles en actions de la Banque. Le taux de ces emprunts est 10 %

Nous avons été informés que l'exécution des prêts subordonnés suivants a été poursuivie au cours de l'exercice 2005.

	Date de conclusion	Montant initial	Taux	Échéance
SFI	31/05/2000	567 340 EUR	10 %	15/03/2006
PROPARCO	03/10/2003	2 000 000 EUR	Taux de Swap Euros plus une marge de 5,84 %	31/10/2009 au 31/10/2011

Toutefois, conformément aux conventions des prêts subordonnés que la Banque a contractés auprès de la SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI), du Nederlandse Financierings Maatschappij Voor Ontwikkelinslanden N.V (FMO), de l'AFRICAN FINANCIAL

HOLDING (AFH) et dans le cadre de l'augmentation de capital de la BOA-MADAGASCAR, une partie de ces prêts a été convertie en actions selon la répartition ci-après :

	Nombres d'actions	Montant	Contre valeur en Euros
SFI	31 047	620 940 000 MGA	252 824,70
FMO	16 417	328 340 000 MGA	133 688,38
AFH	52 536	1 050 720 000 MGA	427 815,85

Au 31 décembre 2005, les soldes de ces prêts subordonnés représentent respectivement:

	En Euros
Pour la SFI	314 515,30
Pour AFH	532 184,15
Pour la PROPARCO	2 000 000,00

Au 31 décembre 2005, le prêt FMO a été soldé de la manière suivante :

- 116 440,80 Euros : affectés à la première tranche de la souscription à l'augmentation de capital de la BOA-MADAGASCAR ;
- 49 870,73 Euros : remboursés par anticipation.

Nederlandse Financierings-Maatschappij Voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO) et Monsieur Paul DERREUMAUX, Administrateurs de la Société AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH), sont Administrateurs de la BOA-MADAGASCAR.

Les intérêts relatifs à ces emprunts comptabilisés en 2005 s'élèvent à MGA 1 097 363 918,03.

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 2001 a autorisé la BOA-MADAGASCAR :

- à effectuer auprès de la Société AFH l'acquisition de la licence du progiciel IGOR ;
- à signer un contrat de crédit bail avec la Société EQUIPBAIL-MADAGASCAR pour matérialiser cette acquisition.

Les dispositions de ce contrat sont les suivantes :

Valeur du progiciel : 1 558 671 909 FMG (311 734 381,80 MGA)

Durée de location : 72 mois (du 21 décembre 2001 au 21 décembre 2007 inclus)

Valeur de cession en fin de location : 1 % soit 15 586 719 FMG (3 117 343,80 MGA)

Loyer mensuel hors taxe : 31 609 500 FMG (6 321 900 MGA)

Monsieur Paul DERREUMAUX est Administrateur de la BOA-MADAGASCAR et de la Société AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH).

Messieurs Paul DERREUMAUX et Francis SUEUR sont Administrateurs de la BOA-MADAGASCAR et de la Société ÉQUIPBAIL-MADAGASCAR.

Le Conseil d'Administration du 24 novembre 1999 a autorisé la BOA-MADAGASCAR à conclure avec la Société AFH-SERVICES un contrat d'assistance technique, lequel a été signé le 26 janvier 2000 avec effet rétroactif à compter du 25 novembre 1999.

L'assistance technique comporte les prestations suivantes :

- assistance en matière de relations internationales ;
- inspection générale ;
- assistance en matière d'organisation informatique ;
- assistance commerciale et promotionnelle ;
- assistance technique spéciale ;
- formation et gestion de personnel ;
- direction générale de la BOA-MADAGASCAR ;
- mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Les rémunérations des prestations fournies sont définies comme suit :

- une rémunération forfaitaire mensuelle basée notamment sur le nombre d'experts détachés d'une façon permanente par la Société AFH-SERVICES auprès de la BOA-MADAGASCAR ;
- des honoraires, par homme/jour, calculés en fonction des interventions ponctuelles d'experts détachés temporairement par la Société AFH-SERVICES.

Par ailleurs, la BOA-MADAGASCAR versera à la Société AFH-SERVICES en sus une rémunération proportionnelle de 4 % de son bénéfice avant impôt, augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de FRF 800 000,00 hors taxe.

Au cours de l'exercice 2005, les rémunérations comptabilisées se détaillent comme suit :

Assistance technique : 1 972 304 464,78 MGA

Plan monétique : 158 047 020,44 MGA

La BOA-MADAGASCAR et la Société AFH-SERVICES ont un Administrateur commun, Monsieur Paul Derreumaux.

Nous n'avons été informés d'aucune autre convention régie par la loi sus-visée.

Antananarivo le 18 mai 2006

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Mazars Fivoarana,
Membre de Mazars

Cabram Sarl,
Membre de PriceWaterhouseCoopers

Alain RAHOBISOA
Associé

Liliane RASERIJAONA
Associée

Bilan

Comparé des deux derniers exercices (en MGA).

Actif

Actif	Exercice 2004	Exercice 2005
Caisse	19 557 441 493,20	23 199 905 064,31
Créances interbancaires	223 096 753 527,20	196 419 306 566,35
• A vue	104 974 975 211,20	115 426 048 244,99
· Banque centrale	41 947 605 701,60	65 606 509 885,39
· Trésor public, CCP	819 024 569,00	58 070 837,62
· Autres établissements de crédit	62 208 344 940,60	49 761 467 521,98
• A terme	118 121 778 316,00	80 993 258 321,36
Créances sur la clientèle	185 952 221 515,40	221 708 158 441,21
• Portefeuille d'effets commerciaux	11 617 069 035,00	11 389 718 140,86
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	11 617 069 035,00	11 389 718 140,86
• Autres concours à la clientèle	142 411 535 118,00	167 275 379 573,26
· Crédits de campagne	23 874 425 965,80	21 038 845 101,18
· Crédits ordinaires	118 537 109 152,20	146 236 534 472,08
• Comptes ordinaires débiteurs	31 923 617 362,40	43 043 060 727,09
• Affacturage		
Titres de placement		
Immobilisations financières	3 687 138 564,40	4 267 351 792,40
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	10 219 986 370,02	9 586 025 571,06
Immobilisations corporelles	27 252 277 820,03	27 723 286 226,05
Actionnaires et associés		
Autres actifs	27 783 798 180,80	31 723 898 265,23
Comptes d'ordre et divers	1 420 126 814,40	804 211 996,01
Total de l'actif	498 969 744 285,45	515 432 143 922,62

Hors Bilan	Exercice 2004	Exercice 2005
Engagements donnés	240 620 340 498,00	216 251 482 772,95
• Engagements de financement	78 965 734 915,00	93 550 682 524,40
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	78 965 734 915,00	93 550 682 524,40
• Engagements de garantie		
· D'ordre d'établissements de crédit		
· D'ordre de la clientèle		
• Opérations en devises	41 551 011 139,00	38 297 412 609,38
• Engagements sur titres	120 103 594 444,00	84 403 387 639,17

Passif

Passif	Exercice 2004	Exercice 2005
Dettes interbancaires	5 331 449 527,60	5 178 872 928,02
• A vue	2 408 185 753,20	1 081 987 178,33
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	2 408 185 753,20	1 081 987 178,33

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2005

• A terme	2 923 263 774,40	4 096 885 749,69
Dettes à l'égard de la clientèle	415 146 428 190,40	411 518 015 969,63
• Comptes d'épargne à vue	47 061 588 099,60	51 468 989 583,63
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse	15 542 263 743,80	14 408 265 627,14
• Autres dettes à vue	305 329 820 177,80	296 561 532 505,04
• Autres dettes à terme	47 212 756 169,20	49 079 228 253,28
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	20 413 487 202,40	23 771 459 779,87
Comptes d'ordre et divers	18 913 233 960,00	21 477 170 299,15
Provisions pour risques et charges	1 873 251 928,68	2 149 250 340,00
Fonds affectés		
Emprunt subordonnés	9 700 010 496,00	7 285 529 435,39
Subventions d'investissements		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital	8 000 000 000,00	18 000 000 000,00
Primes liées au capital		500 000 000,00
Réserves	3 476 318 075,00	1 463 832 957,40
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	5 304 026 094,88	8 904 059 121,99
Résultat de l'exercice	10 811 538 810,49	15 183 953 091,17
Total du passif	498 969 744 285,45	515 432 143 922,62

Hors bilan	Exercice 2004	Exercice 2005
Engagements reçus	31 126 396 975,00	43 186 927 335,00
• Engagements de financement	13 519 978 800,00	17 435 456 800,00
· Reçus d'établissements de crédit	13 519 978 800,00	17 435 456 800,00
· Reçus de la clientèle		
• Engagements de garantie	17 606 418 175,00	25 751 470 535,00
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle		
· Reçus de l'état	17 606 418 175,00	25 751 470 535,00
• Engagements sur titres		

Résultat

Comparé des deux derniers exercices (en MGA)

Charges

Charges	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et charges assimilés	9 164 292 954,20	10 780 849 805,10
• Sur dettes interbancaires	551 165 327,60	717 885 113,95
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	7 335 687 199,60	8 938 728 859,01
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	1 277 440 427,00	1 124 235 832,14
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	272 615 609,20	243 955 177,96
Charges sur opérations financières	3 487 139 773,20	2 007 654 313,43
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change	3 487 139 773,20	2 007 654 313,43
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire	109 754 620,40	101 871 253,20
Frais généraux d'exploitation	22 198 916 137,20	24 553 392 521,17
• Frais de personnel	8 602 190 071,80	9 683 124 538,06
• Autres frais généraux	13 596 726 065,40	14 870 211 583,11
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	4 324 689 414,71	3 920 059 774,03
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	2 471 688 807,60	3 666 111 787,85
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	685 690 624,00	271 435 868,99
Pertes sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	4 880 626 500,00	6 914 997 000,00
Résultat	10 811 538 810,49	15 183 953 091,17
Total des charges	58 406 953 251,00	67 644 224 192,90

Produits

Produits	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et produits assimilés	37 297 277 863,00	46 210 336 470,76
• Sur créances interbancaires	16 723 531 470,80	16 110 450 830,11
• Sur créances sur la clientèle	20 573 746 392,20	30 099 885 640,65
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	10 110 608 893,80	11 591 906 509,07
Produits sur opérations financières	7 386 837 053,60	6 929 498 992,29
• Produits sur titres de placement		
• Dividendes et produits assimilés	39 900 000,20	58 128 000,00
• Produits sur opérations de change	6 833 322 228,80	6 183 262 806,58
• Produits sur opérations de hors bilan	513 614 824,60	688 108 185,71
Produits divers d'exploitation bancaire	1 932 243 593,00	2 182 900 483,13
Produits généraux d'exploitation	54 965 867,20	54 784 533,00

Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations		
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	1 625 019 980,40	674 797 204,65
Profits sur exercices antérieurs		
Pertes		
Total des produits	58 406 953 251,00	67 644 224 192,90

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2004	Exercice 2005
Intérêts et produits assimilés	37 297 277 863,00	46 210 336 470,76
• Sur créances interbancaires	16 723 531 470,80	16 110 450 830,11
• Sur créances sur la clientèle	20 573 746 392,20	30 099 885 640,65
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-9 164 292 954,20	-10 780 849 805,10
• Sur dettes interbancaires	-551 165 327,60	-717 885 113,95
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-7 335 687 199,60	-8 938 728 859,01
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	-1 277 440 427,00	-1 124 235 832,14
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	28 132 984 908,80	35 429 486 665,66
Produits de commissions	10 110 608 893,80	11 591 906 509,07
Charges de commissions	-272 615 609,20	-243 955 177,96
Résultat net des commissions	9 837 993 284,60	11 347 951 331,11
Résultat net sur		
• Opérations sur titres de placement		
• Dividendes et opérations assimilées	39 900 000,20	58 128 000,00
• Opérations de change	3 346 182 455,60	4 175 608 493,15
• Opérations de hors bilan	513 614 824,60	688 108 185,71
Résultat net sur opérations financières	3 899 697 280,40	4 921 844 678,86
Autres produits d'exploitation bancaire	1 932 243 593,00	2 182 900 483,13
Autres charges d'exploitation bancaire	-109 754 620,40	-101 871 253,20
Autres produits d'exploitation non bancaire	54 965 867,20	54 784 533,00
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-22 198 916 137,20	-24 553 336 121,17
• Frais de personnel	-8 602 190 071,80	-9 683 124 538,06
• Autres frais généraux	-13 596 726 065,40	-14 870 211 583,11
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-4 324 689 414,71	-3 920 059 774,03
Résultat brut d'exploitation	17 224 524 761,69	25 361 700 543,36
Résultat net des corrections de valeur	-2 471 688 807,60	-3 666 111 787,85
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		

BANK OF AFRICA - MADAGASCAR

Rapport annuel - Exercice 2005

Résultat courant (avant impôt)	14 752 835 954,09	21 695 588 755,51
Résultat exceptionnel	939 329 356,40	403 361 335,66
Résultat sur exercices antérieurs		
Impôts sur les bénéfices	-4 880 626 500,00	-6 914 997 000,00
Résultat net de l'exercice	10 811 538 810,49	15 183 953 091,17

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2006

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2005, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2005 se solde par un bénéfice de 15 183 953 091,17 Ariary, après une dotation aux amortissements de 3 920 059 774,03 Ariary, une dotation aux comptes de provisions de 4 041 123 047,05 Ariary et une provision de 6 914 997 000,00 Ariary au titre de l'Impôt sur les bénéfices.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par les articles 464 et suivants de la loi du 30 janvier 2004, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Elle donne décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice 2005 et du report à nouveau antérieur :

	En MGA
Bénéfice net de l'exercice	15 183 953 091,17
Report à nouveau antérieur	8 904 059 121,99
Total à répartir	24 088 012 213,16
Réserve légale (15 % du résultat)	2 277 592 963,68
Dividende (40 % du capital social)	7 200 000 000,00
Réserves facultatives	12 500 000 000,00
Nouveau report à nouveau	2 110 419 249,48
Total réparti	24 088 012 213,16

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide la distribution d'un dividende aux actionnaires. Le dividende brut revenant à l'action s'élève pour l'exercice 2005 à 8 000 Ariary, l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM) étant à la charge des bénéficiaires. Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter de la présente Assemblée Générale par estampillage du coupon N° 6 du certificat d'actions remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, par application de l'article 16 des statuts, ratifie la nomination de Monsieur René FORMEY de SAINT LOUVENT comme Administrateur en remplacement de Monsieur François TANKPINOU.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publicité légale.

Annexes

Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) sont établis selon les principes comptables bancaires définis par le Plan Comptable des Établissements de Crédit 2005 (PCEC 2005) mis en application à partir du 01 janvier 2005 et conformément aux instructions de la Banque Centrale de Madagascar et de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF). La situation au 31 décembre 2004 a été retraitée conformément à l'Avis de Première Application du PCG 2005 du 03 Novembre 2004.

Crédits à la clientèle

Tous les encours sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, les agios pour les créances saines étant débités en comptes ordinaires et rapportés au crédit des comptes de résultat. Conformément aux règles d'évaluation des risques fixées par la CSBF, les créances de la Banque sont classées en créances saines et en créances douteuses et litigieuses. Ainsi, les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera. Les agios sur ces créances, considérés comme fictifs, sont logés dans un compte de régularisation passif. Ils ne sont enregistrés en produits qu'en cas de remboursement partiel ou total par les débiteurs.

Titres de participation

À la date d'entrée dans les actifs, les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les pertes de valeurs des actions sont éventuellement constatées en compte de résultat.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition lequel est augmenté des dépenses ultérieures quand celles-ci procurent à la Banque des avantages économiques futurs. Les immobilisations acquises par contrat de crédit-bail ou louées par bail emphytéotique sont enregistrées dans les immobilisations. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à des taux déterminés, selon la durée d'utilité estimative des immobilisations et en tenant compte de leur valeur probable à l'issue de

cette durée. En cas de modifications importantes des estimations ou provisions antérieures, la dotation aux amortissements en cours et des exercices futurs est ajustée.

Engagements liés à la retraite du personnel

La BOA-MADAGASCAR verse des indemnités de départ à la retraite, des primes de fin de carrière, en fonction de l'ancienneté des salariés. Des provisions sont ainsi constatées pour faire face à ces versements.

Solde et opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant le cours en vigueur à la date des transactions et les soldes des comptes en devises sont réévalués sur la base des cours de change officiels à la date de clôture. Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Observations sur le bilan

Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	108 975	2 408	115 426	1 082
De 1 mois à 3 mois	108 566		75 306	
De 3 mois à 6 mois				
De 6 mois à 2 ans	4 742		4 783	
De 2 ans à 5 ans	814		904	
Plus de 5 ans		2 923		4 097
Total	223 097	5 331	196 419	5 179

Opérations avec la clientèle

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	33 538	354 504	61 865	349 327
De 1 mois à 3 mois	11 617	22 816	11 398	11 701
De 3 mois à 6 mois	22 201	2 894	10 767	12 623
De 6 mois à 2 ans	30 365	34 432	31 483	37 794
De 2 ans à 5 ans	68 798	461	82 139	36
Plus de 5 ans	12 128	39	19 582	37
Créances en souffrance	7 305		4 474	
Total	185 952	415 146	221 708	411 518

Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents

économiques

Agents économiques	Au 31/12/2004*		Au 31/12/2005*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	70 233	213 345	88 589	227 916
Entreprises privées	99 216	138 364	116 652	113 893
Sociétés d'état et établissements publics	14 538	63 437	12 208	69 709
Etat et organismes assimilés	1 965		4 259	
Total	185 952	415 146	221 708	411 518

Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2004*	Au 31/12/2005*
Créances douteuses	10 984	10 762
Provisions pour dépréciation	-3 679	-6 304
Créances douteuses nettes, provisions déduites	7 305	4 458
Agios réserves	-1 338	-1 974
Créances douteuses nettes, agios réserves déduites	5 967	2 484

Immobilisations financières

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		%
Dans les banques et établissements financiers				
• Fonds de Garantie Malgache S.A	60	60	400	15
• Société Financière d'Investissement ARO	1 200	1 200	1 400	8
• BANK OF AFRICA - KENYA	2 980	2 980	14 898	25
Sous total	4 240	4 240		
Dans les sociétés				
• AISSA SARL	27	27	164	16,6
Sous total	27	27		
Total participations	4 267	4 267		

Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2004*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2005*
Immobilisations brutes	11 088	142		11 230
Amortissements cumulés	-868	-775		-1 644
Total net	10 220	-634		9 586

Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2004*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2005*
Immobilisations brutes	44 535	3 076		47 611
• Immobilisations en cours	618	-297		321
• Immobilisations	43 917	3 373		47 290

d'exploitation				
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements cumulés	-17 283	-2 605		-19 888
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-17 283	-2 605		-19 888
• Immobilisations hors exploitation				
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	27 252	472		27 723

Autres Actifs/Passifs

Autres actifs

Nature	2004*	2005*
Débiteurs divers	3 372	4 981
Valeurs non imputées	118	12
Valeurs à l'encaissement	17 976	22 197
Valeurs à rejeter en compensation	50	25
Dépôts et cautionnements	214	234
Stocks et emplois divers	336	276
Créances rattachées	5 717	3 999
Total	27 783	31 724

Autres passifs

Nature	2004*	2005*
Dettes fiscales	7 235	10 084
Dettes sociales		
Créditeurs divers	9 413	10 193
Dettes rattachées	3 765	3 494
Total	20 413	23 771

Comptes d'ordre et divers

Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2004*	2005*
Charges comptabilisées d'avance	536	691
Produits à recevoir	429	109
Divers	455	4
Total	1 420	804

Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2004*	2005*

Charges à payer	477	808
Produits perçus d'avance	1 662	2 434
Divers	16 774	18 235
Total	18 913	21 477

Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/2004*	Dotations	Reprises	Au 31/12/2005*
Charges de retraite				
Engagements par signature				
Pertes et charges	1 873	567	291	2 149
Total	1 873	567	294	2 149

Capitaux propres

Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2004*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2005*
F.R.B.G.				
Primes liées au capital			500	500
Réserve légale	1 616	513	-1 025	1 104
Réserves règlementées				
Autres réserves	1 860	874	-2 374	360
Capital social	8 000		10 000	18 000
Report à nouveau	5 304	1 063	2 537	8 904
Résultat 2004	10 812	-10 812		
Résultat 2005			15 184	15 184
Total	27 592	-8 362	24 822	44 052

Le fonds pour risques bancaires généraux*

2004 (Solde)	0
2005	0
Soit au 31/12/2005	0

Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - MADAGASCAR de 18 000 000 000 MGA soit 900 000 actions de 20 000 MGA chacune, se répartit comme suit:

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING - OCEAN INDIEN	38,40%
Actionnaires privés Malgaches	27,10%
SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	12,80%
SOCIETE FINANCIERE NEERLANDAISE POUR LE DEVELOPPEMENT (FMO)	10,10%
Etat Malgache	10,00%
Autres	1,60%

Engagements hors bilan

Nature	2004*	2005*	Variation*
Engagements donnés	240 620	216 251	-24 369

• Engagements de financement	78 966	93 551	14 585
• Engagements de garantie			
• Opérations en devises	41 551	38 297	-3 254
• Engagements sur titres	120 103	84 403	-35 700
Engagements reçus	31 126	43 187	12 061
• Engagements de financement	13 520	17 435	3 915
• Engagements de garantie	17 606	25 752	8 146
• Engagements sur titres			

Observations sur le compte de résultat

Intérêts et produits assimilés

Nature	2004*	2005*
Sur créances interbancaires	16 724	16 110
• A vue	16 724	16 110
• A terme		
Sur créances sur la clientèle	20 574	30 100
• Créances commerciales	1 397	1 679
• Autres crédits à court terme	7 373	10 671
• Comptes ordinaires débiteurs	2 849	3 566
• Crédits à moyen terme	8 375	12 938
• Crédits à long terme	580	1 246
Total	37 298	46 210

Intérêts et charges assimilées

Nature	2004*	2005*
Sur dettes interbancaires	551	718
• A vue	551	718
• A terme		
Sur dettes à l'égard de la clientèle	8613	10 063
• A vue	1 270	1 393
• A terme	7 343	8 670
Total	9 164	10 781

Commissions

Nature	2004*	2005*
Commissions perçues (produits)	10 111	11 592
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle	10 111	11 592
Commissions versées (charges)	273	244
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	273	244
• Sur opérations avec la clientèle		

Frais généraux d'exploitation

Frais de personnel

Nature	2004*	2005*
Salaires et traitements	6 879	7 825
Charges sociales	1 723	1 858

Total	8 602	9 683
-------	-------	-------

Autres frais généraux

Nature	2004*	2005*
Impôts, taxes et versements assimilés	243	275
Redevance de crédit bail		
Loyers	447	607
Carburants, Entretien et réparations	585	714
Primes d'assurance	298	383
Intermédiaires et honoraires	4 222	3 830
Publicité, publications et relations publiques	424	520
Déplacements, missions et réceptions	1 988	2 321
Frais postaux et frais de télécommunications	2 251	2 249
Achats non stockés de matières et fournitures	1 520	1 861
Jetons de présence	16	42
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	1 603	2 068
Total	13 597	14 870

Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2004*	2005*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	4 325	3 920
• Des immobilisations hors exploitation		
Reprises		
Total	4 325	3 920

Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2004*	2005*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	2 574	3 765
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risque et charges	455	276
Pertes sur créances irrécouvrables	5 374	1 428
Reprises de provisions sur créances en souffrance		
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		
Reprises de provisions pour risques et charges	-5 931	-1 803
Récupérations sur créances amorties		
Total	2 472	3 666

Autres informations

Effectifs moyens

Catégories	2004	2005
Cadres expatriés	5	4
Cadres locaux	209	207
Gradés	241	234
Employés	254	271
Personnel non bancaire	85	79

Total	794	795
-------	-----	-----

Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2004*	2005*
Actif		
Opérations de trésorerie	65 223	56 301
• Billets et monnaies	3 017	6 540
• Correspondants bancaires	62 206	49 761
Valeurs à l'encaissement et divers	4 272	7 761
Passif		
Opérations de trésorerie	1 718	1 718
• Correspondants bancaires		
• Refinancements	1 718	1 718
• Autres sommes dues		
Opérations avec la clientèle	65 471	64 889
• Comptes ordinaires	65 471	64 889

Affectation des résultats de l'exercice 2005

Nature	2005*
Résultat net de l'exercice	15 184
Report à nouveau antérieur	8 904
Réserve légale (15% du résultat)	2 278
Dividendes (40% du capital social)	7 200
Réserves facultatives	12 500
Report à nouveau	2 110

Résultats des cinq derniers exercices

Nature	2001	2002	2003	2004	2005
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	8 000	8 000	8 000	8 000	18 000
• Nombre des actions					
Ordinaires existantes	400 000	400 000	400 000	400 000	900 000
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	28 725	29 505	40 705	58 407	67 644
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	5 710	8 761	12 381	22 489	29 685
• Impôts sur les bénéfices	306	575	3 125	4 881	6 915
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1 402	2 029	4 691	10 812	15 184
Résultats par actions (en MGA)					
• Après impôts, avant amortissements et provisions	13 511	17 423	23 142	44 020	25 300
• Après impôts, amortissement et provisions	3 505	5 073	11 727	27 029	16 871
Personnel					
• Effectif moyen des salariés pendant l'exercice**	1 005	980	850	794	795
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	6 268	6 004	7 124	8 602	9 683
• Somme versée au titre des avantages					

sociaux*					
----------	--	--	--	--	--

* En millions de MGA

** Permanents et temporaires